

Art. 5. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 29. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, hierna “het besluit van 5 december 2018” genoemd, wordt aan de dienst op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand toegekend, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° dienst catégorie 1 :

a) 1 directeur barema B ;

b) 2 psycho-sociale personeelsleden met een barema van bachelor, waarvan 1 vervangen kan worden door 1 juridisch personeelslid ;

c) 0,5 administratief personeelslid ;

2° dienst catégorie 2 :

a) 1 directeur barema B ;

b) 3 psycho-sociale personeelsleden met een barema van bachelor, waarvan 1 vervangen kan worden door 1 juridisch personeelslid ;

c) 0,5 administratief personeelslid ;

3° dienst catégorie 3 :

a) 1 directeur barema B ;

b) 3 psycho-sociale personeelsleden met een barema van bachelor ;

c) 1 juridisch personeelslid ;

d) 0,5 administratief personeelslid ;

4° dienst catégorie 4 :

a) 1 directeur barema B ;

b) 4 psycho-sociale personeelsleden met een barema van bachelor ;

c) 1 juridisch personeelslid ;

d) 0,5 administratief personeelslid.

Kan aangeworven worden als directeur van een gespecialiseerde dienst in juridische hulp in hoofdzaak, het juridische personeelslid met een barema van master met een nuttige ervaring van ten minste 3 jaar, in een opvoedings- of psycho-sociale functie met kinderen of jongeren.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur, op aanvraag van de inrichtende macht, vervangen worden door een coördinator barema A.”.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Art. 7. De Minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd,

Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel;

F. BERTIEAUX

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/001299]

25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu l'avis n° 41 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 19 octobre 2023 ;

Vu le test genre du 12 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1 er, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.232/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 22 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse modifié par les arrêtés du 6 mai 2021, du 12 novembre 2021 et du 15 décembre 2022

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'arrêté spécifique des services d'accompagnement du fait des modifications introduites dans l'arrêté du 5 décembre 2018 précité ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° pour 18 mandats agréés :

a) 1 personnel psycho-social, dont au moins 0,5 personnel psycho-social au barème master ;

b) 1 personnel administratif ;

c) 1 directeur barème B ;

2° pour 30 mandats agréés :

a) 1 personnel psycho-social au barème bachelier ;

b) 1 personnel psycho-social, dont au moins 0,5 personnel psycho-social au barème master ;

c) 1 personnel administratif ;

d) 1 directeur barème B ;

3° pour 40 mandats agréés :

a) 2 personnel psycho-social au barème bachelier ;

b) 1 personnel psycho-social, dont au moins 0,5 personnel psycho-social au barème master ;

c) 1 personnel administratif ;

d) 1 directeur barème B ;

4° pour 52 mandats agréés :

a) 2,5 personnel psycho-social au barème bachelier ou au maximum 1 personnel éducatif au barème éducateur classe 2A comptant au moins 5 ans dans une fonction d'éducateur dans un service agréé ;

b) 1,5 personnel psycho-social, dont au moins 1 personnel psycho-social au barème master ;

c) 1 personnel administratif ;

d) 1 directeur barème B ;

5° pour 66 mandats agréés :

a) 3,5 personnel psycho-social au barème bachelier ou au maximum 2 personnel éducatif au barème éducateur classe 2A comptant au moins 5 ans dans une fonction d'éducateur dans un service agréé ;

b) 1,5 personnel psycho-social, dont au moins 1 personnel psycho-social au barème master ;

c) 1 personnel administratif ;

d) 1 directeur barème B.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A. ».

Art. 2. L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° pour 13 mandats agréés :

a) 2,5 personnel psycho-social au barème bachelier ;

b) 0,5 personnel psycho-social ;

c) 0,5 personnel administratif ;

d) 0,5 personnel technique ;

e) 1 directeur barème B ;

2° au-delà de 13 mandats agréés, en plus des normes fixées au 1° :

a) 0,5 personnel psycho-social au barème bachelier pour 2 mandats, y inclus, à partir de 26 mandats, un coordinateur barème A ;

b) 0,25 personnel psycho-social pour 6 mandats ;

c) 0,25 personnel administratif pour 6 mandats ;

d) 0,25 personnel technique pour 6 mandats, avec un maximum de 0,5.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut être remplacé par un coordinateur barème A. ».

Art. 3. L'article 19 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° pour 6 mandats agréés :

a) 0,5 personnel psycho-social au barème master ;

b) 1,5 personnel psycho-social au barème bachelier ou personnel éducatif au barème éducateur classe 1, dont au maximum 1 personnel éducatif au barème éducateur classe 2A ;

2° au-delà de 6 mandats agréés et en dessous de 12 mandats agréés, en plus des normes fixées au 1°, 1 personnel psycho-social au barème bachelier pour 3 mandats ;

3° pour 12 mandats agréés :

a) si la mission est exercée par une antenne :

i. 1 personnel psycho-social au barème master ;

ii. 3 personnel psycho-social au barème bachelier ou personnel éducatif au barème éducateur classe 1, dont au maximum 1 personnel éducatif au barème éducateur classe 2A, avec la faculté de désigner un coordinateur barème A ;

iii. 0,5 personnel administratif au barème rédacteur ;

b) si la mission n'est pas exercée par une antenne :

i. 1 personnel psycho-social au barème master ;

ii. 3 personnel psycho-social au barème bachelier ou personnel éducatif au barème éducateur classe 1, dont au maximum 1 personnel éducatif au barème éducateur classe 2A ;

iii. 0,25 personnel administratif au barème rédacteur ;

4° au-delà de 12 mandats agréés et en dessous de 18 mandats agréés, en plus des normes fixées au 3°, 1 personnel psycho-social au barème bachelier pour 3 mandats. »

5° pour 18 mandats agréés :

a) si la mission est exercée par une antenne :

i. 1,5 personnel psycho-social au barème master ;

ii. 4,5 personnel psycho-social au barème bachelier ou personnel éducatif au barème éducateur classe 1, dont au maximum 1,5 personnel éducatif au barème éducateur classe 2A, avec la faculté de désigner un coordinateur barème A ;

iii. 0,5 personnel administratif au barème rédacteur ;

b) si la mission n'est pas exercée par une antenne :

i. 1,5 personnel psycho-social au barème master ;

ii. 4,5 personnel psycho-social au barème bachelier ou personnel éducatif au barème éducateur classe 1, dont au maximum 1,5 personnel éducatif au barème éducateur classe 2A ;

iii. 0,25 personnel administratif au barème rédacteur. ».

Art. 4. Dans le titre V du même arrêté, il est inséré un article 25/1 rédigé comme suit :

« Art. 25/1. Pour les services exerçant une mission d'accompagnement intensif sans antenne qui bénéficiaient, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un coordinateur barème A, celui-ci est maintenu et pris en compte pour le calcul de la subvention pour frais de personnel du service jusqu'au départ volontaire, au licenciement, au départ à la pension, au décès, au changement de fonction, à la rupture de contrat ou à la réduction du temps de travail. ».

Art. 5. Le présent arrêté entre produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 6. Le Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 janvier 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports
et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse,
des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001299]

25 JANUARI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de begeleidingsdiensten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Gelet op het besluit van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de begeleidingsdiensten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juli 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 juli 2023;

Gelet op het advies nr. 41 van de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gegeven op 19 oktober 2023;

Gelet op de « gendertest » van 12 december 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 22 december 2023 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.232/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 22 december 2023 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gewijzigd bij de besluiten van 6 mei 2021, 12 november 2021 en 15 december 2022;

Overwegende dat het besluit dat specifiek is voor de begeleidingsdiensten aangepast moet worden wegens de wijzigingen ingediend in het bovenvermelde besluit van 5 december 2018;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de begeleidingsdiensten, wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° voor 18 erkende mandaten :

a) 1 psycho-sociaal personeelslid, waaronder ten minste 0,5 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master ;

b) 1 administratief personeelslid ;

c) 1 directeur barema B ;

2° voor 30 erkende mandaten :

a) 1 psycho-sociaal personeelslid met een barema van bachelor ;

b) 1 psycho-sociaal personeelslid, waaronder ten minste 0,5 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master ;

c) 1 administratief personeelslid ;

d) 1 directeur barema B ;

3° voor 40 erkende mandaten :

a) 2 psycho-sociaal personeelsleden met een barema van bachelor ;

b) 1 psycho-sociaal personeelslid, waaronder ten minste 0,5 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master ;

c) 1 administratief personeelslid ;

d) 1 directeur barema B ;

4° voor 52 erkende mandaten :

a) 2,5 psycho-sociale personeelsleden barema bachelor of maximum 1 opvoedingspersoneelslid barema opvoeder klasse 2A met ten minste 5 jaar in een functie van opvoeder in een erkende dienst;

b) 1,5 psycho-sociaal personeelslid, waaronder ten minste 1 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master ;

c) 1 administratief personeelslid ;

d) 1 directeur barema B ;

5° voor 66 erkende mandaten :

- a) 3,5 psycho-sociale personeelsleden barema bachelor of maximum 2 opvoedingspersoneelsleden barema opvoeder klasse 2A met ten minste 5 jaar in een functie van opvoeder in een erkende dienst;
- b) 1,5 psycho-sociaal personeelslid, waaronder ten minste 1 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master ;
- c) 1 administratief personeelslid ;
- d) 1 directeur barema B.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur, op aanvraag van de inrichtende macht, vervangen worden door een coördinator barema A.”.

Art. 2. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° voor 13 erkende mandaten :

- a) 2,5 psycho-sociaal personeelsleden met een barema van bachelor ;
- b) 0,5 psycho-sociaal personeelslid ;
- c) 0,5 administratief personeelslid ;
- d) 0,5 technisch personeelslid;
- e) 1 directeur barema B ;

2° boven 13 erkende mandaten, naast de normen die onder 1° zijn vastgesteld:

- a) 0,5 psycho-sociaal personeelslid barema bachelor voor 2 mandaten, met inbegrip van, vanaf 26 mandaten, een coördinator barema A ;
- b) 0,25 psycho-sociaal personeelslid voor 6 mandaten;
- c) 0,25 administratief personeelslid voor 6 mandaten;
- d) 0,25 technisch personeelslid voor 6 mandaten, met een maximum van 0,5.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur vervangen worden door een coördinator barema A.”.

Art. 3. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° voor 6 erkende mandaten :

- a) 0,5 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master ;
- b) 1,5 psycho-sociaal personeelslid barema bachelor of opvoedingspersoneelslid barema opvoeder klasse 1, waaronder maximum 1 opvoedingspersoneelslid barema opvoeder klasse 2A ;

2° boven 6 erkende mandaten en beneden 12 erkende mandaten, naast de normen die onder 1°, 1 psycho-sociaal personeelslid barema bachelor voor 3 mandaten vastgesteld zijn :

3° voor 12 erkende mandaten :

- a) als de opdracht uitgeoefend wordt door een antenne :
 - i. 1 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master ;
 - ii. 3 psycho-sociale personeelsleden barema bachelor of opvoedingspersoneelsleden barema opvoeder klasse 1, waaronder maximum 1 opvoedingspersoneelslid barema opvoeder klasse 2A met de mogelijkheid om een coördinator barema A aan te stellen;
 - iii. 0,5 administratief personeelslid barema opsteller ;

- b) als de opdracht niet door een antenne uitgeoefend wordt :
 - i. 1 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master ;
 - ii. 3 psycho-sociale personeelsleden barema bachelor of opvoedingspersoneelsleden barema opvoeder klasse 1, waaronder maximum 1 opvoedingspersoneelslid barema opvoeder klasse 2A ;
 - iii. 0,25 administratief personeelslid barema opsteller ;

4° boven 12 erkende mandaten en beneden 18 erkende mandaten, naast de normen die onder 3°, 1 psycho-sociaal personeelslid barema bachelor voor 3 mandaten vastgesteld zijn : »

5° voor 18 erkende mandaten :

- a) als de opdracht uitgeoefend wordt door een antenne :
 - i. 1,5 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master ;
 - ii. 4,5 psycho-sociale personeelsleden barema bachelor of opvoedingspersoneelsleden barema opvoeder klasse 1, waaronder maximum 1 opvoedingspersoneelslid barema opvoeder klasse 2A met de mogelijkheid om een coördinator barema A aan te stellen;
 - iii. 0,5 administratief personeelslid barema opsteller ;
- b) als de opdracht niet door een antenne uitgeoefend wordt :
 - i. 1,5 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master ;
 - ii. 4,5 psycho-sociale personeelsleden barema bachelor of opvoedingspersoneelsleden barema opvoeder klasse 1, waaronder maximum 1,5 opvoedingspersoneelslid barema opvoeder klasse 2A ;
 - iii. 0,25 administratief personeelslid barema opsteller. ».

Art. 4. In de titel V van hetzelfde besluit wordt een artikel 25/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 25/1. Voor diensten die een intensieve begeleidingsopdracht uitvoeren zonder antenne en die vóór de inwerkingtreding van dit besluit genoten van een coördinator barema A, wordt dit gehandhaafd en in aanmerking genomen voor de berekening van de subsidie voor personeelskosten van de dienst tot vrijwillig vertrek, ontslag, pensionering, overlijden, functieverandering, beëindiging van het contract of vermindering van de arbeidstijd. ».

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Art. 6. De Minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 25 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd,
Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel;
F. BERTIEAUX.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/001306]

25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions restauratrices et éducatives

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 143 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions restauratrices et éducatives ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu l'avis n° 41 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 19 octobre 2023 ;

Vu le test genre du 12 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.221/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 22 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse modifié par les arrêtés du 6 mai 2021, du 12 novembre 2021 et du 15 décembre 2022 ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'arrêté spécifique des services d'actions restauratrices et éducatives du fait des modifications introduites dans l'arrêté du 5 décembre 2018 précité ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions restauratrices et éducatives est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° pour 34 mandats agréés :

a) 1 directeur barème B ;

b) 0,5 personnel administratif ;

c) 1 personnel psycho-social, dont au moins 0,5 personnel juridique ;

d) 2 personnel psycho-social au barème bachelier ;

2° pour 45 mandats agréés :

a) 1 directeur barème B ;

b) 1 personnel administratif ;

c) 1 titulaire d'un master, dont au moins 0,5 personnel juridique ;

d) 2,5 personnel psycho-social au barème bachelier ;